

COSTAS LAPAVITSAS EST UN ÉCONOMISTE MARXISTE TRAVAILLANT À L'UNIVERSITÉ DE LONDRES (SCHOOL OF ORIENTAL AND AFRICAN STUDIES). IL EST L'AUTEUR DE NOMBREUX TEXTES ET OUVRAGES TRAITANT DE LA MONNAIE ET LA FINANCE*. NOUS PUBLIONS ICI SON INTRODUCTION À UN DÉBAT ORGANISÉ DANS LE CADRE DU FESTIVAL MARXISM 2010 À LONDRES.

Traduit de l'anglais par Charlotte Puiseux



Nous allons nous interroger sur la question suivante : est-ce que l'euro est fini ? Cela est relativement possible, et je voudrais expliquer pourquoi. Cependant, la vraie question pour la gauche et pour nous est de savoir si la fin de l'euro peut être un bénéfice pour la classe ouvrière, si cela peut être un bénéfice pour les travailleurs et pour les peuples européens au sens large ? Telle est la vraie question, celle qui nous anime, et non celle de savoir si l'euro peut être sauvé.

De la crise des banques à la crise des États

La première chose à établir, et nous commencerons toujours par nous interroger sur cela, est, bien sûr, quelles sont les causes de la crise ? Je pense qu'une chose doit être clairement comprise, et nous l'étudierons brièvement pour en comprendre les clés, c'est que nous pouvons, assez généralement, séparer la crise en deux phases selon les causes qui l'ont produites. La première phase se compose clairement de la crise au sens le plus large commencée en 2007. Les événements actuels qui commencèrent fin 2009 et continuèrent en 2010 sont nettement la continuation de cette crise plus large. Cette deuxième crise est différente, même si elle fait partie d'un tout et quelle repro-

duit globalement les mêmes phénomènes. C'est une même crise, et il s'agit plutôt de parler d'une seconde phase. Nous n'allons pas rentrer ici dans la phraséologie mais mettons nous d'accord pour appeler cela la seconde phase de la grande crise plus large commencée en 2007, une crise que j'appellerai la crise du capitalisme financier, de la financiarisation. Qu'est-ce que cela implique, et pourquoi cela a un impact aujourd'hui ? A cause essentiellement de l'énorme bulle aux États-Unis que tout le monde connaît maintenant et qui exista de 2001 à 2006, une bulle qui se focalisa sur le marché du logement immobilier, mais plus largement sur le système de crédit. Les banques et le mécanisme du crédit devinrent largement surdéveloppés aux États-Unis, et l'extension

* À l'instar d'auteurs comme Stathis Kouvelakis ou Alex Callinicos, un certain nombre de ses textes sont disponibles, en anglais, sur le site <http://www.researchonmoneyandfinance.org/>

du crédit provoqua un effondrement lorsque la bulle explosa.

La crise en 2007 fut une violente attaque contre le système financier, l'extension du crédit prit fin, la crise réduisit tout cela à néant, et de ce fait, nous entrâmes dans une récession majeure qui provoqua une augmentation du chômage, un arrêt de la production, causa l'effondrement des exportations, et exacerba la récession aux États-Unis, en Grande Bretagne, et dans les autres pays comme l'Allemagne, le Japon et d'autres. C'est ce qui s'est passé de 2007 à 2008, et même au début de 2009.

Ce qui s'est passé à la fin de 2008 c'est une intervention massive du gouvernement, une intervention des États qui firent, généralement, deux choses. Premièrement, ils sauvèrent les banques, en prélevant une énorme somme sur l'argent publique disponible indirectement. Deuxièmement, cela soutint la demande en maintenant les dépenses publiques à un certain niveau à cause de la peur provoquée par l'arrivée du chômage, et parce que les gouvernements ne voulaient pas voir l'économie s'effondrer complètement et le chômage exploser les plafonds à ce moment là. Les gouvernements ne sont pas devenus fous au sujet des dépenses monétaires. Ils sauvèrent les banques et soutinrent la demande pendant la période de 2009 pour éviter le pire, pour sauver le système dans son ensemble.

Voilà donc la présentation des facteurs généraux. La seconde série de facteurs est plus spécifique à l'Europe, et, dans un sens, plus pertinente pour ce qui est en train de se passer en ce moment dans la zone euro. La raison pour laquelle cette crise a lieu en Europe est en lien avec ce qu'est la zone euro et comment elle fonctionne. Nous passerons un peu plus de temps pour expliquer cela.

Qu'est-ce que la zone euro ?

Nous allons commencer par là car il y a beaucoup de confusions à ce sujet.

Je crois fondamentalement que la zone euro, grâce à une série de mécanismes, veut créer un monnaie mondiale, un argent qui peut être utilisé globalement. Cette monnaie mondiale est créée au sommet par quelques institutions nationales et supranationales, et est imposée aux autres et aux gens qui se trouvent en dessous. Cet argent créé au sommet, opérant aussi bien que le reste, permet au capital européen de réussir à l'échelle mondiale.

Par capital européen, nous voulons dire bien sûr le capital national, mais aussi le capital des banques. Cet argent fut créé au sommet pour permettre aux grandes banques et aux grands marchés d'affaires européens d'être plus compétitifs et de réussir davantage au niveau mondial, il ne faut jamais oublier cela. C'est la raison d'être de l'euro, il a été imaginé dans ce sens et il a été créé dans ce but. Par conséquent, je vais juste démontrer ce point. L'euro fut mis en place dans un certain nombre d'institutions pour lui permettre d'avoir cette fonction. Une politique

monétaire, une banque centrale à Francfort pour appliquer la même politique monétaire, le même taux d'intérêt à travers l'Europe, sans aucun respect des conditions locales, en Grèce, en Allemagne, en Espagne...

Deuxièmement, quelque chose encore plus en lien avec notre sujet, c'est le resserrement des contraintes fiscales. C'est fondamental en Europe. En d'autres mots, il s'agit du resserrement des dépenses, du fait de ne pas dépenser d'argent dans l'État providence, ce que font généralement les gens. Restreindre ce genre de dépenses est inhérent à l'euro. Il est construit dans le but de contrôler le déficit, dans le but d'agir à l'échelle mondiale. Ainsi, le pacte de stabilité

La raison pour laquelle cette crise à lieu en Europe est en lien avec ce qu'est la zone euro et comment elle fonctionne

et de croissance, n'est pas vraiment un pacte de croissance mais uniquement de stabilité. Ce pacte de stabilité impose la fameuse limite de déficit des États à 3% du PIB et de 60% de dette publique. Ce sont des chiffres complètement arbitraires, mais le but est de permettre à l'euro de faire ce que j'ai expliqué plus haut, d'opérer globalement. Bien sûr, si vous faites cela, il paraît évident que dans la mesure où vous avez un quelconque besoin de flexibilité, de changer l'économie pour permettre de nouvelles productions, de permettre à la demande de changer, et de tout ce dont a besoin le capitalisme, vous devez vous appuyer sur le marché du travail. La flexibilité doit être possible dans le domaine du travail pour que l'euro puisse fonctionner. Aucune flexibilité ailleurs, mais une flexibilité absolue quand il s'agit du travail. C'est le fondement de la zone euro, et cela veut dire plus de flexibilité dans les conditions de travail, plus de pression sur les salaires, etc. Tout cela est fondamental à l'existence de l'euro.

Les pays du coeur de la zone

Ce qui est frappant ces dix dernières années est que l'on peut voir qu'il s'est produit un mécanisme qui a réussi à recréer les notions de cœur et de périphérie dans la zone euro. Cela apparaissait probablement comme une zone de convergence où chacun voulait devenir européen, riche, ne jamais voir son niveau de vie se dégrader, et avoir une famille heureuse. C'est l'opposé qui s'est produit. Ce qui se passa, en fait, c'est que ce mécanisme, dont j'ai expliqué les objectifs ci-dessus, voulut faire de l'euro la monnaie mondiale, et recréa en profondeur les notions de cœur et de périphérie au sein



Le mécanisme fut, dans un premier temps, d'exercer une extrême pression sur les travailleurs des pays du cœur

de l'Europe. C'est en fait présent dans le capitalisme. Ce n'est pas une chose nouvelle, le capitalisme a toujours créé des systèmes de cœur-périphérie, de différentes façons. Ce que nous avons vu en Europe n'en est que la réémergence, en particulier dans la zone euro et dans les conditions de ces dix dernières années. Le mécanisme fut, dans un premier temps, d'exercer une extrême pression sur les travailleurs des pays du cœur. Ce n'est ni dans le cœur, ni dans les périphéries que les ouvriers ont accès à des bénéfiques. Les travailleurs du cœur doivent, en fait, faire face à une énorme pression. La pression la plus forte connue par les travailleurs européens en termes de flexibilité et de salaires fut celle subie par les allemands. Le retard en hausse des salaires en Allemagne est considérable. Rien ne s'est passé en Allemagne depuis quinze ans. Les travailleurs allemands ont été forcés de reculer.

Cela doit également prendre en compte l'ouverture de l'Allemagne de l'Est, son incorporation et la création de zones entières sans syndicats, ce qui sert aussi à faire venir des ouvriers d'Europe de l'Est peu onéreux, sans protection au travail, etc., et à maintenir des salaires très bas dans tout le pays. Sur ces bases, en pressant les salaires allemands vers le bas, sans grand chose d'autre, sans productivité, sans autre facteur de compétitivité, la classe dominante allemande a réussi à devenir fortement compétitive. La pression sur les salaires en périphérie et le retard en augmentations de salaires n'a pas été aussi prononcé qu'au cœur. Par conséquent, l'Allemagne échange dans la zone euro en étant capable d'avoir de larges bénéfiques.

J'utilise, ici, l'exemple de l'Allemagne comme exemple de cœur, mais il en va de même pour la Hollande qui est également un pays du cœur. L'Allemagne est un exemple classique.

La zone euro est donc maintenue par de larges bénéfiques allemands, de gros bénéfiques au cœur, et de gros déficits en périphéries. Telle est la nature du système cœur-périphéries, la nature de la balance européenne, où c'est le cœur qui fait les bénéfiques, et les périphéries qui accusent les déficits. Que deviennent les bénéfiques ? C'est simple. Celui

qui fait les bénéfiques, c'est-à-dire le capital allemand, investit au sud et lui prête de l'argent. La dette, et son énorme prolongement créé par les banques allemandes et les autres banques du cœur, est générée à travers leurs bénéfiques et est créée de la façon dont j'ai expliqué. En résumé, l'accumulation de dettes en périphérie découle de la nature de la zone euro. C'est un produit de l'euro zone, et cela n'a rien à voir avec la soi-disant paresse des pays du Sud.

La périphérie et ses stratégies

Prenons les cas de l'Espagne, de l'Irlande, de la Grèce et du Portugal, qui sont classiquement les pays représentant les périphéries et qui sont en ce moment en difficulté. Face à la supériorité allemande dans le marché européen, et leur incapacité à concurrencer le capital allemand, ces pays de la périphérie ont opté pour différentes stratégies au travers de leur classe dirigeante. Tous ces pays étaient endettés, mais de façon différente, ce qui nous permet de comprendre ce qui se passe maintenant.

Si vous prenez l'exemple de l'Espagne, ainsi que celui de l'Irlande, vous voyez qu'une bulle énorme s'est créée durant ces dix dernières années. Cette bulle portait sur l'explosion de l'immobilier, provoquée en large majorité par de l'argent emprunté à l'étranger, par du capital venu de l'extérieur.

Si vous prenez l'exemple de la Grèce et du Portugal, c'est une histoire assez différente. Il n'y a pas eu de bulle si énorme sur l'immobilier, mais une forte consommation. Une consommation trop forte par rapport aux revenus, ce qui soutint la dette, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Les deux stratégies suivies par les différents groupes de pays en périphérie étaient clairement instables puisque basées essentiellement sur la dette, et sur une consommation très élevée ou une bulle immobilière. Elles devaient prendre fin, et c'est ce qui se produisit quand la crise de 2007 se matérialisa. Ainsi, la dette externe fut le fruit du même résultat, mais de façon différente. Quelle est la nature de la dette ? Laissez moi vous donner quelques chiffres. La Grèce, par exemple, a une dette significative à l'étranger, probablement aux environs de 450 milliards d'euros. Cette dette serait composée pour 300 milliards d'euros de la dette publique, de la dette de l'État grec, car l'État grec est, historiquement, un très grand emprunteur et continue de l'être. Mais également, pour 10 milliards d'euros, elles est composée de la dette des banques. Les plus gros emprunteurs en Grèce seraient donc l'État et les banques, et surtout l'État.

Si vous prenez l'exemple du Portugal, ce dernier a le même genre de dette que la Grèce, le même volume, mais elle est majoritairement privée. L'État portugais n'a pas emprunté d'argent à l'étranger, il n'y a pas eu différentes opérations de l'État au Portugal, pas d'emprunt lourd à l'étranger, car la dette est majoritairement privée, c'est essentiellement les banques portugaises qui envoyèrent l'argent à l'étranger.





L'accumulation de dettes en périphérie découle de la nature de la zone euro

Si vous prenez maintenant l'exemple de l'Espagne, vous avez « le mammouth », « le king-kong » de la dette des pays de la périphérie, à savoir que la dette de l'Espagne est environ six ou sept fois plus grosse que celle de la Grèce. Le cœur de cela est la dette privée, la dette des banques, et non la dette publique. Ce n'est pas la crise de la dette publique en Espagne, l'État espagnol a été plutôt austère durant ces dix dernières années.

En ce qui concerne l'Irlande, je ne comprends pas vraiment à quel jeu joue la classe dirigeante mais d'après certaines choses que j'ai pu observer, l'Irlande apparaît comme le champion des pays endettés en ce moment. Principalement une dette privée, la dette privée augmentant partiellement à travers l'immobilier et le soutien à des multinationales états-uniennes.

L'exposition des banques européennes et les réponses de la périphérie

Cette situation que je vous ai brièvement résumée, à savoir que les périphéries dépendent du cœur, signifie, en fait, principalement, qu'elles dépendent des banques du

cœur. Ce sont les banques françaises, allemandes, hollandaises, ou autres, mais surtout allemandes et françaises, qui ont prêté à différentes banques situées en périphérie. Les banques du cœur sont donc très fortement exposées aux périphéries. Vous devez comprendre cela car c'est la dynamique de ce qui est entrain de se passer. Les banques du cœur sont très exposées. Pour vous donner encore un chiffre, l'exposition totale des banques françaises et allemandes, les deux systèmes bancaires principaux, aux pays de la périphérie, à l'Espagne, le Portugal, la Grèce, l'Irlande, et d'autres, fait ensemble 1000 milliards d'euros. S'il y a un cumul des problèmes au sud, si la Grèce dit qu'elle va faire faillite, si l'Espagne commence à manquer à ses engagements, et que les gros ennuis provoqués par la dette atteignent un point critique, les banques françaises et allemandes vont devenir de plus en plus instables, instables jusqu'à faire faillite elles-mêmes. Vous devez comprendre cela car c'est ce qui explique les politiques étatiques, les réactions des États. L'exposition à la Grèce, des banques françaises et allemandes, est de l'ordre de 90 milliards d'euros, ce qui est beaucoup d'argent. Ce n'est pas assez pour menacer les banques françaises et allemandes du cœur, mais c'est suffisant pour démarrer un processus vraiment dangereux car il y a beaucoup d'argent en jeu.

Les banques du cœur sont donc exposées, fragilisées d'un endroit à un autre, ce qu'il est important de garder en mémoire

Une maladie a parfois frappé la gauche, elle s'appelle l'europhobie

car c'est ce qui forme, ce qui caractérise la réponse de l'État.

Comment ? Les États de la zone euro répondirent de façon complexe. Il y eut une réponse à la crise grecque en rendant disponible un certain montant d'argent pour que l'État grec puisse emprunter, environ dix milliards d'euros. Montant pour lequel le FMI avait finalement donné son accord, et qui fut réuni par la zone euro afin de rendre disponible cet argent pour la Grèce. Cette somme fut suivie par une seconde de 750 milliards d'euros pour d'autres pays européens. Ces sommes avaient pour but de sauver les banques. Prêter aux États dans le but de sauver les banques, dans le but de les empêcher d'aller à la faillite. Quel en a été le prix ? Il fut très clair, l'austérité. Le prix imposé aux peuples du sud, et aux Grecs en premier, mais aussi aux autres peuples du sud, fut l'austérité dans le but de sauver les banques.

L'austérité également à l'ordre du jour au cœur de la zone

Ce qui est surprenant, ce n'est pas tant que l'austérité s'impose aux peuples du Sud pour sauver les banques, c'est qu'elle s'étende maintenant au cœur de la zone euro. Les Français adoptent des politiques similaires, tout comme les Italiens et les Allemands. L'austérité est en train de se répandre à travers l'Europe. L'austérité a commencé dans les périphéries et devient, maintenant, une maladie qui touche l'Europe entière. Cela représente un tournant dans la politique, et donne lieu à un incroyable conservatisme à travers l'Europe. Il s'agit, il est vrai, d'un retour à une économie pré-keynésienne. Les gens ont cru que le

Il faut que ce refus de payer soit organisé par le mouvement des travailleurs et par une autorité grecque séparée

keynésianisme allait revenir. Keynes disait, quand il y a une récession, ne réduisez pas les budgets, dépensez. C'était un message à la classe dominante. Au moment de la récession, la classe dominante a oublié cela, au moins en Europe, et maintenant elle réalise des coupes budgétaires. C'est extrêmement dangereux car cela peut potentiellement être un véritable désastre pour les gens de la périphérie et ceux du cœur.

Qu'est-ce qui a empêché l'économie euro-

péenne d'aboutir à un désastre en 2009 ? Si vous regardez les investissements en Europe, ils se sont effondrés. C'est un élément classique de la récession. Les investissements s'effondrent, et le capitalisme n'investit pas. La consommation en Europe est assez basse, elle décline. Les investissements et la consommation sont en train de chuter, ou de stagner, ils ne sont en rien soutenus. Qu'est-ce qui supporta l'économie européenne l'année passée ? Ce fut l'État. L'argent fut dépensé par l'État, et c'est exactement ce qu'ils veulent arrêter. Ils veulent arrêter cela dans l'espoir que le secteur privé vienne le seconder. C'est absurde. Il n'y a aucune évidence que c'est ce qui se produira, et le plus insensé est que nous sommes revenus à la récession. Cette mesure augmente le chômage, et c'est un désastre pour les travailleurs de façon plus générale. Mais le pire dans tout cela c'est que le problème de cœur et de périphéries s'est produit à cause du fait que la compétitivité allemande a été plus forte qu'en périphérie, se traduisant par des salaires faibles. Si vous imposez l'austérité à tout le monde, vous maintenez le problème, vous ne le résolvez pas. L'économie allemande est restée des plus compétitives, les salaires allemands ont été poussés à la baisse. Le Sud, c'est-à-dire la périphérie, ne sera pas capable de redresser la balance. Le problème ne sera pas résolu, c'est ce qu'on peut observer à travers les différents types de politiques mises en place. C'est difficile à expliquer, parfois vous aimeriez donner quelques conseils à la classe dirigeante au sujet de la maladie qui la ronge. Si l'Allemagne voulait soutenir cet incroyable système inégalitaire pour s'en sortir, elle aurait dû appliquer la politique inverse. Elle aurait dû se développer, augmenter les salaires en Allemagne, pour avoir une chance de rééquilibrer la balance et la situation, mais ce n'est pas du tout ce qu'elle fit, au contraire. Il y eut des licenciements et on imposa l'austérité en Allemagne, rendant les choses encore pire à moyen et long termes. En résumé, l'avenir de l'euro, sur ces bases, est largement compromis. Il n'y a pas de futur pour un système commun sur ces bases-là.

Que faire ?

Une maladie a parfois frappé la gauche, elle s'appelle l'europhobie. C'est une maladie qui touche la gauche depuis plusieurs dizaines d'années et qui devient pire de jour en jour. Comme les gens ont oublié ce qu'était le socialisme, comme ils ont oublié la vision radicale qu'ils avaient d'un changement social, ils se tournent vers l'Europe. Ils ont abandonné ainsi toute sorte de notion leur permettant de critiquer radicalement ce qu'est le projet européen. Beaucoup de gens de la gauche sont devenus eux-mêmes des partisans de l'euro, du système européen, et de l'union monétaire, pour essayer de les tirer vers la gauche. Toutes ces personnes ont, individuellement, beaucoup d'idées, mais la notion que, collectivement, nous pourrions changer le système de l'euro de façon positive est un vœu pieux.



Des réformes structurelles sont en train de prendre forme sous nos yeux. Ce n'est pas comme si les classes dominantes en Europe ne voyaient pas qu'il faut réaliser des réformes. Elles le font dans une direction opposée à ce qu'aimerait voir la gauche. Elles discutent de donner plus de pouvoir à la Banque Centrale pour servir davantage le Capital. Il y a des discussions pour créer une autorité fiscale commune en Europe pour y organiser une politique fiscale, sûrement ce qui nous a manqué avant. Comment réaliser cela ? Sur le dos des travailleurs. Si cette autorité fiscale se matérialise en Europe, cela voudra dire une austérité permanente imposée d'en haut, sur le peu de contrôle local que le parlement permet aux pays.

Que devrait-il se passer maintenant ? Il faut que la gauche discute beaucoup autour de ces préoccupations et qu'elle élabore des solutions. Personne n'a la solution, et il n'y en a sûrement pas qu'une seule et unique à travers l'Europe. C'est un problème complexe et qui apparaît différemment dans les pays de l'union. Beaucoup voudraient voir une réponse européenne commune, et nous pouvons en élaborer une en ce moment si nous sommes au clair avec les différences locales. Et par-dessus tout, nous devons être bien au clair sur le cas de la Grèce. La Grèce est en feu, et la réponse au problème

Mais la notion que, collectivement, nous pourrions changer le système de l'euro de façon positive est un vœu pieux

grec doit être donnée maintenant. Pas l'année prochaine, ni dans deux ans, ni quand la gauche aura réussi à agir ensemble, si seulement elle peut le faire pour changer la zone euro, ce que je crois impossible. La réponse doit être donnée maintenant, et cette réponse doit conduire la Grèce. La réponse radicale doit permettre un changement tel que nous souhaitons le voir, et cette réponse démarre par trois choses basiques. La première, bien sûr, c'est s'opposer à la mesure qui est proposée en ce moment, à savoir la mesure d'austérité. Deuxièmement, et cela est d'une grande importance, ne pas payer la dette. Ils ne doivent pas payer la dette car cette dernière détruit l'économie grecque, détruit le peuple grec. Ils ne doivent pas payer la dette, mais ce manquement à leurs engagements ne doit pas permettre aux banques de s'imposer car les banques l'envisagent elles-mêmes. Il faut que ce refus de payer soit organisé par le mouvement des travailleurs et par une autorité grecque séparée. La troisième chose est, bien sûr, la sortie de l'euro.

L'euro est en train de détruire le peuple grec et son économie. Ce que cela produirait, je crois, c'est un changement dans le rapport de forces contre le capital en faveur des travailleurs. L'économie serait réorganisée, les structures du pouvoir seraient réorganisées au sein d'un pays, en faveur du travail, et contre le capital. Cette contradiction est la plus grande opportunité offerte aux socialistes grecs aujourd'hui.

Si cela se passait en Grèce, si la Grèce se dirigeait dans cette direction, la bonne nouvelle est que cela pourrait se produire à travers l'Europe. Si quelqu'un ouvre la voie, si quelqu'un montre ce qu'est vraiment le système de l'euro, s'il prend part en faveur des travailleurs et contre le capital, le reste de l'Europe verrait peut-être une autre voie, et commencerait à s'ajuster, à s'adapter à cela peut-être, émerger en Europe, et pas seulement créer une retombée d'événements tels que je vous les ai présentés jusqu'à maintenant.